

LECTURE D'EHBai SUR FLAMME OLYMPIQUE

Alors que l'écho médiatique autour des Jeux Olympiques et Paralympiques s'intensifie depuis l'arrivée de la flamme à Marseille, EHBai tenait à effectuer une lecture critique de la prochaine édition le jour de son passage en Pays Basque. Car aujourd'hui, c'est bien six communes basques qui ont jalonné le parcours de la flamme.

Nous sommes sceptiques sur l'intérêt d'une telle opération de communication, qui n'apporte aucune plus-value à notre territoire. Et pour cause, cette animation aura coûté 180 000 € au département des Pyrénées Atlantiques alors même que ce dernier peine à débloquer des fonds pour augmenter le budget de l'Office Publique de la Langue Basque.

Officialité de la Sélection Basque

Comme nous l'avons déjà affirmé à de multiples reprises, les athlètes basques devraient avoir le droit de concourir officiellement à toutes les compétitions internationales sous leurs propres couleurs, comme c'est le cas par exemple pour l'Écosse, le Pays de Galles ou l'Irlande du Nord. Bien que divisé-es par une frontière administrative, nous formons une communauté de destin avec nos frères et sœurs du Pays Basque sud et il existe une très large volonté sociale que notre pays soit représenté dans les événements sportifs internationaux.

Au-delà de la négation de l'existence d'une nation basque de la part du CIO, nous pouvons d'ores et déjà témoigner du goût amer laissé par la cuvée Paris 2024 dans nos bouches. Au moment de l'attribution des Jeux Olympiques d'été à la ville de Paris en 2017, nous avons vu fleurir des éléments de langage sur les premiers Jeux de l'histoire de l'olympisme inclusifs, bas carbone et populaires. Depuis, la réalité s'est entrechoquée à ces vaines promesses.

Mépris de classe

De l'absence de consultation de la population lors du dépôt de la candidature Paris 2024 à la construction de cette édition sans concertation avec ses habitant-es, nous reconnaissons bien les méthodes autocratiques et le tropisme centralisateur du gouvernement français.

Le nettoyage social de la capitale française avance bon train depuis quelques mois: réquisition de logements étudiants, transfert des plus précaires hors d'Ile-de-France, flambée des prix des transports ou de l'hébergement, prix exorbitant des places pour assister aux épreuves... Le pari devrait être réussi pour les organisateur-ices, les visiteur-ses pourront déambuler dans un Paris de carte postale, vidé de ses classes populaires.

Un budget non-maîtrisé

Nous ne connaissons pas encore le montant total de cette édition mais il a déjà été annoncé que les 6 milliards d'euros seraient largement dépassés. Probablement de quelques milliards supplémentaires. A ce jour, aucune réponse n'a été apportée sur la source de financement de l'excédent budgétaire. Cette énorme dépense impacte également le Pays Basque, puisque cet argent aurait pu être investi dans les besoins fondamentaux des personnes et de notre territoire.

Aussi, il a été découvert qu'une centaine de travailleurs sans-papiers avaient été employés sur les chantiers de construction des sites olympiques par le biais de sociétés sous-traitantes. Ce réseau aurait exploité majoritairement des ouvriers originaires d'Afrique subsaharienne qu'il affectait aux travaux les plus pénibles sans contrat de travail et au mépris total des règles de sécurité propre au secteur du BTP. Nous pourrions aussi évoquer en bout de chaîne le salariat déguisé pour les 45 000 bénévoles mobilisé-es. Ces procédés sont à mettre en parallèle des bénéfices faramineux qu'engrangent les entreprises privées liées aux JO. Dans une période d'austérité et de banalisation de la xénophobie impulsée par l'Etat français, ces dérives nous sont insupportables.

Un dangereux précédent sécuritaire

De même, le virage sécuritaire inquiétant déjà largement amorcé par le gouvernement Macron a été dénoncé par Amnesty International. La France est le premier pays de l'Union Européenne à avoir légalisé la vidéosurveillance algorithmique "à titre expérimental", par le biais de la loi JO 2024, ce qui constitue une dérive sans précédent pour les libertés publiques. Le quadrillage de Paris en périmètre d'accès hautement sécurisé et la répression des collectifs anti-JO mobilisés n'est pas sans nous rappeler les méthodes employées lors du G7 de 2019 à Biarritz. Et pour cause, il s'agit du dispositif sécuritaire le plus important depuis cet événement.

Une aberration écologique

Même si la plupart des installations accueillant les épreuves étaient déjà existantes au moment de la candidature Paris 2024, comme ne pas penser aux centaines d'hectares artificialisés pour la construction de sites olympiques. Aussi et surtout, dans une période de

dérèglement climatique, les événements de cette ampleur provoquent des flux aériens sans précédent. 15 millions de personnes sont attendues à Paris et sur les différents sites. L'interdiction du plastique à usage unique est donc un bien frêle argument pour verdifier ces JO, financés rappelons-le, en grande partie par des multinationales destructrices de l'environnement.

Les valeurs de l'olympisme

L'ambition première des Jeux Olympiques modernes est de promouvoir la paix, l'amitié, la solidarité et l'équité dans le monde au travers des valeurs éducatives dans le sport. Il s'agit du plus grand événement sportif international, tous les regards sont braqués sur les performances des athlètes. Les JO doivent être une formidable tribune en faveur de la paix et de la solidarité entre les nations.

Il est donc incompréhensible de notre point de vue que les athlètes russes et biélorusses soient dans l'obligation de concourir - à juste titre - sous bannière neutre, quand les athlètes israélien·nes pourront participer à l'intégralité des épreuves sous les couleurs de leur patrie. Il est regrettable que le CIO ne tienne pas compte des rapports de la Cour Internationale de Justice alertant depuis mars des risques de génocide en Palestine. Le devoir de cohérence et d'équité devrait amener à la suspension d'Israël lors de cette édition. Nous partageons donc la demande du Parlement de Navarre et du groupe de parlementaires de gauche de permettre aux athlètes israélien·nes de concourir uniquement sous bannière neutre.

Pour toutes ces raisons, EHBai déplore que des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 résultent une nouvelle gabegie promue à grands coups de communication par l'Etat français et ses relais départementaux. Nous aurions aimé que cette édition soit organisée avec la population, pour la population. Des Jeux plus sobres et écologiques où pourraient concourir les nations sans Etat comme le Pays Basque. Des Jeux qui favoriseraient une réelle dynamique de paix et de coopération entre les peuples.

